

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/20392]

**31 MAI 2017. — Loi modifiant la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en ce qui concerne le conseil de police (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans l'article 25 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, modifié par la loi du 26 avril 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

“La séance est ouverte et levée par le président.”;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

“Le conseil de police est convoqué par le collège de police. À la demande d'un tiers des membres en fonction, le collège de police est tenu de convoquer le conseil de police aux jours et heures indiqués.”.

**Art. 3.** Dans la même loi sont insérés les articles 25/1 à 25/8, rédigés comme suit :

“Art. 25/1. § 1<sup>er</sup>. Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier, par porteur à domicile, par télécopie ou par courrier électronique, au moins sept jours ouvrables avant le jour de la réunion; la convocation contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours ouvrables pour l'application de l'article 25/4, alinéa 3.

Les points de l'ordre du jour doivent être exposés avec suffisamment de clarté.

§ 2. Pour chaque point de l'ordre du jour, toutes les pièces s'y rapportant sont mises à la disposition des membres du conseil de police dès l'envoi de l'ordre du jour. Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 25/5 détermine le lieu où les membres du conseil de police peuvent consulter les documents.

Si un membre du conseil de police en a fait la demande par écrit ou par voie électronique, les pièces visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> lui sont transmises par voie électronique.

§ 3. Le chef de corps de la police locale ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux membres du conseil de police qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier. Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 25/5 fixe les modalités suivant lesquelles ces informations techniques sont fournies.

Art. 25/2. § 1<sup>er</sup>. Un point ne figurant pas à l'ordre du jour ne peut être examiné, sauf dans les cas d'urgence, lorsque le moindre report pourrait causer un préjudice.

L'urgence n'est décidée que moyennant l'accord de deux tiers au moins des membres présents. Les noms de ces membres sont mentionnés dans le procès-verbal.

§ 2. Toute proposition ne figurant pas à l'ordre du jour doit être remise au président ou à la personne qui le remplace au plus tard cinq jours ouvrables avant la séance. Elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil. Il est interdit aux membres du collège de police de faire usage de cette faculté.

Art. 25/3. Au plus tard sept jours ouvrables avant la réunion au cours de laquelle le conseil de police est appelé à délibérer sur le budget, sur une modification budgétaire ou sur les comptes, le collège de police remet à chaque membre du conseil de police, par courrier, porteur à domicile, télécopie ou courrier électronique, un exemplaire du projet de budget, de modification budgétaire ou des comptes.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/20392]

**31 MEI 2017. — Wet tot wijziging van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wat de politieraad betreft (1)**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 25 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, gewijzigd bij de wet van 26 april 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin :

“De vergadering wordt door de voorzitter geopend en gesloten.”;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

“De politieraad wordt bijeengeroepen door het politiecollege. Wanneer een derde van de zittinghebbende leden het vraagt, is het politiecollege verplicht de raad bijeen te roepen op de aangewezen dag en het aangewezen uur.”.

**Art. 3.** In dezelfde wet worden de artikelen 25/1 tot 25/8 ingevoegd, luidende :

“Art. 25/1. § 1. Behalve in spoedeisende gevallen, geschiedt de oproeping hetzij per brief, via een bezorger aan huis, per fax of per elektronische post, ten minste zeven werkdagen vóór de dag van de vergadering; de oproeping vermeldt de agenda. Deze termijn wordt evenwel tot twee werkdagen teruggebracht voor de toepassing van artikel 25/4, derde lid.

De agendapunten dienen voldoende duidelijk omschreven te zijn.

§ 2. Voor elk agendapunt worden alle stukken die erop betrekking hebben ter inzage gelegd van de leden van de politieraad vanaf het verzenden van de agenda. Het reglement van orde bedoeld in artikel 25/5 bepaalt de plaats waar de leden van de politieraad de stukken kunnen inzien.

Indien een politieraadslid daartoe schriftelijk of elektronisch heeft verzocht, worden de stukken bedoeld in het eerste lid hem per elektronische post toegezonden.

§ 3. De korpschef van de lokale politie of de door hem aangewezen personeelsleden verstrekken aan de politieraadsliden die erom verzoeken technische inlichtingen over de in het dossier voorkomende stukken. Het reglement van orde bedoeld in artikel 25/5 bepaalt de nadere regels voor het verstrekken van die technische inlichtingen.

Art. 25/2. § 1. Een punt dat niet op de agenda voorkomt, mag niet in bespreking worden gebracht, behalve in spoedeisende gevallen wanneer het geringste uitstel gevaar zou kunnen opleveren.

Tot spoedbehandeling wordt besloten mits akkoord van tenminste twee derden van de aanwezige leden. De namen van die leden worden in de notulen vermeld.

§ 2. Elk voorstel dat niet op de agenda voorkomt, moet uiterlijk vijf werkdagen vóór de vergadering overhandigd worden aan de voorzitter of aan degene die hem vervangt. Het moet vergezeld zijn van een verklarende nota of van elk document dat de raad kan voorlichten. Van deze mogelijkheid kan geen gebruik worden gemaakt door een lid van het politiecollege.

Art. 25/3. Uiterlijk zeven werkdagen vóór de vergadering gedurende welke de politieraad dient te beraadslagen over de begroting, over een begrotingswijziging of over de rekeningen, bezorgt het politiecollege aan elk politieraadslid een exemplaar, hetzij per brief, via een bezorger aan huis, per fax of per elektronische post, van het ontwerp van begroting, van het ontwerp van begrotingswijziging of van de rekeningen.

Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil, dans la forme prescrite et accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception des pièces justificatives en ce qui concerne les comptes. Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport.

Le rapport comporte une synthèse du projet de budget ou des comptes. De plus, le rapport relatif au budget présente la politique générale et financière de la zone de police, ainsi que tous les éléments d'information utiles, et le rapport relatif aux comptes synthétise la gestion des finances de la zone de police durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent.

Avant que le conseil de police ne délibère, le contenu du rapport est commenté.

Art. 25/4. Sauf en cas d'urgence, le lieu, le jour, l'heure et l'ordre du jour des réunions du conseil de police sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage aux maisons communales et au commissariat central, ainsi que par voie de publication sur le site web de la zone de police dans des délais identiques à ceux visés aux articles 25/1, 25/2, alinéa 3, et 25/3, en ce qui concerne la convocation du conseil de police.

Art. 25/5. Le conseil de police adopte un règlement d'ordre intérieur. Outre les dispositions que la présente loi prescrit d'y consigner, ce règlement peut comprendre des mesures complémentaires relatives au fonctionnement du conseil.

Art. 25/6. Les réunions du conseil de police sont publiques.

S'il apparaît nécessaire de poursuivre l'examen d'un point à huis clos durant une réunion publique, cette réunion peut être interrompue, uniquement à cette fin.

Sans préjudice de l'article 25/3, le conseil de police peut décider, à la majorité des deux tiers des membres présents, dans l'intérêt de l'ordre public ainsi que sur la base d'objections sérieuses à l'encontre de la publicité, que la réunion n'est pas publique.

Art. 25/7. Les réunions du conseil de police concernant des personnes ne sont pas publiques. Lorsqu'un point de cette nature est à l'ordre du jour, le président ordonne, sur le champ, qu'il soit examiné à huis clos.

Art. 25/8. Le président du conseil de police est chargé du maintien de l'ordre durant la réunion. Après un avertissement préalable, il peut faire expulser de la salle toute personne qui manifeste publiquement son approbation ou sa désapprobation, ou qui incite au désordre de quelque manière que ce soit.

Le président peut en outre dresser un procès-verbal à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de police qui pourra le condamner à une amende d'un euro à quinze euros ou à une peine d'emprisonnement d'un jour à trois jours, sans préjudice d'autres poursuites, si le fait y donne lieu."

Art. 4. Dans l'article 26 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré avant le texte existant :

"Chaque membre du conseil de police, y compris les membres du collège de police, dispose d'une voix";

2° dans le texte actuel de l'article 26, qui formera, l'alinéa 2, les mots "Par dérogation à l'article précédent," sont remplacés par les mots "Par dérogation à l'alinéa précédent,".

Art. 5. Dans la même loi sont insérés les articles 26/1 à 26/3 rédigés comme suit :

"Art. 26/1. § 1<sup>er</sup>. Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage des voix, la proposition est rejetée.

§ 2. Le conseil de police vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels.

Chaque membre peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels.

Dans ce cas, le vote sur l'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés. Le vote sur la totalité porte alors sur les articles ou postes sur lesquels aucun membre ne souhaite voter séparément et sur les articles qui ont déjà été adoptés lors d'un vote distinct.

Art. 26/2. Sans préjudice de l'alinéa 4, les membres du conseil de police votent à haute voix.

Het ontwerp wordt overgezonden zoals het zal onderworpen worden aan de beraadslagingen van de raad, in de voorgeschreven vorm en vergezeld van de bijlagen die vereist zijn voor zijn definitieve vaststelling, met uitzondering van de bewijsstukken, wat de rekeningen betreft. Het ontwerp van begroting en de rekeningen zijn vergezeld van een verslag.

Het verslag bevat een synthese van het ontwerp van begroting of van de rekeningen. Bovendien geeft het verslag dat betrekking heeft op de begroting, het algemeen en financieel beleid van de politiezone aan, alsook alle nuttige informatiegegevens en geeft het verslag dat betrekking heeft op de rekeningen een overzicht van het beheer van de financiën van de politiezone gedurende het dienstjaar waarop die rekeningen betrekking hebben.

Vooraleer de politieraad beraadslaagt, wordt een toelichting gegeven bij de inhoud van het verslag.

Art. 25/4. Behalve in spoedeisende gevallen worden plaats, dag, tijdstip en agenda van de vergaderingen van de politieraad ter kennis gebracht van het publiek door aanplakking in de gemeentehuizen en in het hoofdcommissariaat, en door de bekendmaking ervan op de website van de politiezone, binnen dezelfde termijnen als die bedoeld in de artikelen 25/1, 25/2, derde lid, en 25/3, met betrekking tot de bijeenroeping van de politieraad.

Art. 25/5. De politieraad neemt een reglement van orde aan. Behalve de bepalingen die er op basis van deze wet in opgenomen moeten worden, kan dit reglement bijkomende maatregelen bevatten in verband met de werking van de raad.

Art. 25/6. De vergaderingen van de politieraad zijn openbaar.

Wanneer tijdens de openbare vergadering blijkt dat de behandeling van een punt in besloten vergadering moet worden voortgezet, kan de openbare vergadering, enkel met dit doel, worden onderbroken.

Onder voorbehoud van artikel 25/3 kan de politieraad, met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, in het belang van de openbare orde en op grond van ernstige bezwaren tegen de openbaarheid, beslissen dat de vergadering niet openbaar is.

Art. 25/7. De vergadering van de politieraad is niet openbaar wanneer het om personen gaat. Zodra een dergelijk punt aan de orde is, beveelt de voorzitter terstond de behandeling in besloten vergadering.

Art. 25/8. De voorzitter van de politieraad is belast met de handhaving van de orde tijdens de vergadering. Hij kan, na een voorafgaande waarschuwing, ieder persoon uit de zaal verwijderen die openlijk tekens van goedkeuring of van afkeuring geeft of op enigerlei wijze wanorde veroorzaakt.

De voorzitter kan bovendien proces-verbaal opmaken tegen de overtreders en hem verwijzen naar de politierechtbank, die hem kan veroordelen tot een geldboete van één euro tot vijftien euro of tot een gevangenisstraf van één dag tot drie dagen, onverminderd andere vervolgingen, indien het feit daartoe grond oplevert."

Art. 4. In artikel 26 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° vóór de bestaande tekst wordt een nieuw lid ingevoegd, luidende :

"Elk lid van de politieraad, de leden van het politiecollege inbegrepen, heeft één stem";

2° in de bestaande tekst van artikel 26, die het tweede lid zal vormen, worden de woorden "in afwijking van vorig artikel" vervangen door de woorden "in afwijking van vorig lid".

Art. 5. In dezelfde wet worden de artikelen 26/1 tot 26/3 ingevoegd, luidende :

"Art. 26/1. § 1. De besluiten worden bij volstreekte meerderheid van stemmen genomen; bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

§ 2. De politieraad stemt over de begroting in haar geheel en over de jaarrekeningen in hun geheel.

Elk lid kan echter de afzonderlijke stemming eisen over één of meer artikelen of reeksen van artikelen die hij aanwijst, indien het om de begroting gaat of over één of meer artikelen of posten die hij aanwijst, indien het om de jaarrekeningen gaat.

In dat geval mag over het geheel enkel gestemd worden na de stemming over het artikel of de artikelen, reeksen van artikelen of posten die aldus zijn aangewezen en de stemming over het geheel heeft dan betrekking op de artikelen of posten waarover geen enkel lid afzonderlijk wenst te stemmen, en op de artikelen die reeds bij een afzonderlijke stemming zijn aangenomen.

Art. 26/2. Onverminderd het vierde lid stemmen de leden van de politieraad mondeling.

Le règlement d'ordre intérieur peut prévoir un mode de scrutin équivalent au vote à haute voix. Sont considérés comme tels le vote nominatif exprimé mécaniquement et le vote par assis et levé ou à main levée.

Nonobstant les dispositions du règlement d'ordre intérieur, le vote a lieu à haute voix chaque fois qu'un tiers des membres présents le demande.

Seules les présentations de candidats, les nominations, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages.

Le président vote en dernier lieu, sauf en cas de scrutin secret.

Art. 26/3. Si la majorité requise pour la nomination ou la présentation de candidats n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

À cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la majorité des voix. En cas de partage des voix, le plus âgé des candidats est préféré."

**Art. 6.** L'article 27 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

"Art. 27. § 1<sup>er</sup>. Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la zone de police ne peut être soustrait à l'examen des conseillers de police.

§ 2. Les conseillers de police peuvent obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de la zone de police dans les conditions arrêtées par le règlement d'ordre intérieur établi par le conseil. Ce règlement précise également les conditions d'accès aux services de la zone de police. La redevance éventuellement réclamée pour la copie ne peut en aucun cas excéder le coût.

§ 3. Les conseillers de police ont le droit de poser au collège de police des questions écrites et orales. Le règlement d'ordre intérieur détermine les conditions d'exercice de ce droit."

**Art. 7.** Dans la même loi sont insérés les articles 27/1 à 27/3 rédigés comme suit :

"Art. 27/1. Sauf stipulation contraire dans le règlement d'ordre intérieur, à l'ouverture de chaque séance, il est fait mention du procès-verbal de la séance précédente et il est demandé de l'adopter.

Le procès-verbal de la séance précédente est en tout état de cause mis à la disposition des membres du conseil de police sept jours ouvrables au moins avant le jour de la séance. En cas d'urgence, le procès-verbal est mis à disposition en même temps que l'ordre du jour.

Le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 25/5 détermine l'endroit où le procès-verbal peut être consulté par les membres du conseil de police.

Tout conseiller de police a le droit, pendant la séance, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal de la séance précédente. Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est tenu de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil de police.

Si aucune observation n'est formulée avant la fin de la réunion, le procès-verbal est considéré comme adopté et il est signé par le président et le secrétaire.

Si le conseil de police a été convoqué d'urgence, il peut décider d'admettre des remarques lors de la première réunion suivante.

Chaque fois que le conseil de police l'estime souhaitable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres présents.

Une fois adopté et signé par le président et le secrétaire, le procès-verbal de chaque séance est mis en ligne sur le site internet de la zone de police.

Het reglement van orde kan een regeling invoeren die gelijkwaardig is met een mondelinge stemming. Als dusdanig worden beschouwd de mechanisch uitgebrachte naamstemming en de stemming bij zitten en opstaan of bij handopsteking.

Ongeacht de bepalingen van het reglement van orde wordt er mondeling gestemd telkens als een derde van de aanwezige leden hierom verzoekt.

Alleen de voordrachten van kandidaten, benoemingen, terbeschikkingstellingen, preventieve schorsingen in het belang van de dienst en tuchtstraffen geschieden bij geheime stemming en eveneens bij volstreekte meerderheid van stemmen.

De voorzitter stemt het laatst, behalve bij geheime stemming.

Art. 26/3. Indien bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de vereiste meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft een herstemming plaats over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op met tweemaal zoveel namen als er benoemingen of voordrachten moeten geschieden.

De stemmen kunnen alleen uitgebracht worden op de kandidaten die op deze lijst voorkomen.

De benoeming of de voordracht geschiedt bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur."

**Art. 6.** Artikel 27 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 27. § 1. Geen akte, geen stuk betreffende het bestuur van de politiezone mag aan het onderzoek van de politieraadsleden worden onttrokken.

§ 2. De politieraadsleden kunnen een afschrift verkrijgen van de akten en stukken betreffende het bestuur van de politiezone onder de voorwaarden bepaald bij het door de raad opgestelde reglement van orde. Het reglement bepaalt eveneens de voorwaarden waaronder de diensten van de politiezone toegankelijk zijn. De vergoeding die eventueel wordt gevraagd voor het afschrift, mag in geen geval meer bedragen dan de kostprijs.

§ 3. De politieraadsleden hebben het recht aan het politiecollege mondelinge en schriftelijke vragen te stellen. Het reglement van orde bepaalt de voorwaarden waaronder dit recht wordt uitgeoefend."

**Art. 7.** In dezelfde wet worden de artikelen 27/1 tot 27/3 ingevoegd, luidende :

"Art. 27/1. Tenzij het reglement van orde anders bepaalt, wordt bij het openen van elke vergadering melding gemaakt van de notulen van de vorige vergadering en de goedkeuring ervan gevraagd.

In elk geval worden de notulen van de vorige vergadering ten minste zeven werkdagen vóór de dag van de vergadering ter inzage van de leden van de politieraad gelegd. In spoedeisende gevallen worden de notulen samen met de agenda ter inzage gelegd.

Het reglement van orde bedoeld in artikel 25/5 bepaalt de plaats waar de notulen ter inzage liggen van de leden van de politieraad.

Elk politieraadslid heeft het recht tijdens de vergadering opmerkingen te maken over de redactie van de notulen van de vorige vergadering. Indien deze opmerkingen worden aangenomen, is de secretaris ertoe gehouden tijdens de vergadering of ten laatste tijdens de volgende vergadering een nieuwe tekst, in overeenstemming met de beslissing van de politieraad, voor te leggen.

Indien er geen opmerkingen worden gemaakt vóór het einde van de vergadering worden de notulen beschouwd als goedgekeurd en worden zij ondertekend door de voorzitter en de secretaris.

In het geval de politieraad bij spoedeisendheid werd samengeroepen, kan deze beslissen om opmerkingen toe te laten op de eerstvolgende vergadering.

Telkens als de politieraad het gewenst acht, worden de notulen geheel of gedeeltelijk tijdens de vergadering opgemaakt en door de aanwezige leden ondertekend.

Zodra de notulen van elke vergadering zijn goedgekeurd en ondertekend door de voorzitter en de secretaris, worden ze op de website van de politiezone geplaatst.

Par dérogation à l'alinéa 8, les points du procès-verbal qui ont été abordés à huis clos ne sont pas mis en ligne sur le site internet de la zone de police.

Art. 27/2. Le conseil de police ne peut prendre de décision si la majorité des membres en exercice ne sont pas présents.

Cependant, si le conseil a été convoqué deux fois sans s'être trouvé en nombre requis, il pourra, après une troisième et dernière convocation, quel que soit le nombre de membres présents, valablement délibérer et prendre des décisions concernant les sujets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations devront se faire conformément aux règles prescrites par l'article 25/1, et il devra être précisé si c'est pour la deuxième ou pour la troisième fois que la convocation a eu lieu. En outre, la troisième convocation devra rappeler textuellement les deux alinéas précédents.

Art. 27/3. Il est interdit à tout membre d'un conseil de police et aux membres du collège de police :

1° d'être présents ou représentés à une délibération ou une décision portant sur des sujets auxquels ils ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargés d'affaires, avant ou après leur élection, ou auxquels leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct. Cette prohibition ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré, lorsqu'il s'agit de la présentation de candidats, de nominations ou de poursuites disciplinaires;

2° de prendre part directement ou indirectement à tout service, toute perception de droits, toute fourniture ou adjudication quelconque pour la zone de police;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre la zone de police. Ils ne pourront, en la même qualité, plaider, aviser ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de la zone de police;

4° d'agir en qualité de conseil d'un membre du personnel en matière disciplinaire.

Ces dispositions s'appliquent également au secrétaire."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 31 mai 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et  
Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
J. JAMBON

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

\_\_\_\_\_  
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be) :

Documents : 54-2004 – 2015/2016.

Compte rendu intégral : 11 mai 2017.

In afwijking van het achtste lid worden de punten van de notulen die achter gesloten deuren werden behandeld niet op de website van de politiezone geplaatst.

Art. 27/2. De politieraad kan geen besluit nemen, indien niet de meerderheid van de zittinghebbende leden aanwezig is.

De raad kan echter, indien hij tweemaal bijeengeroepen is zonder dat het vereiste aantal leden is opgekomen, na een derde en laatste oproeping, ongeacht het aantal aanwezige leden, op geldige wijze beraadslagen en besluiten over de onderwerpen die voor de derde maal op de agenda voorkomen.

De tweede en derde oproeping moeten geschieden overeenkomstig de voorschriften van artikel 25/1, en er moet vermeld worden of de oproeping voor de tweede of voor de derde maal geschiedt. Bovendien moeten de bepalingen van de twee vorige leden in de derde oproeping woordelijk worden overgenomen.

Art. 27/3. Het is elk politieraadslid en de leden van het politiecollege verboden :

1° aanwezig of vertegenwoordigd te zijn bij een beraadslaging of besluit over zaken waarbij hij een rechtstreeks belang heeft, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, voor of na zijn verkiezing, of waarbij zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben. Inzake voordrachten van kandidaten, benoemingen en tuchtvervolgingen geldt dit verbod slechts ten aanzien van bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan enige dienst, heffing van rechten, levering of aanbesteding ten behoeve van de politiezone;

3° als advocaat, notaris of zaakwaarnemer werkzaam te zijn in rechtsgedingen, tegen de politiezone ingesteld. Het is hem verboden in dezelfde hoedanigheid ten behoeve van de politiezone te pleiten, raad te geven of op te treden in enige betwiste zaak;

4° op te treden als raadsman van een personeelslid in tuchtzaken.

De bovenstaande bepalingen zijn mede van toepassing op de secretaris."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 31 mei 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en  
Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
J. JAMBON

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be) :

Stukken : 54-2004 – 2015/2016.

Integraal verslag : 11 mei 2017.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2017/12604]

31 MAI 2017. — Loi modifiant la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2017/12604]

31 MEI 2017. — Wet tot wijziging van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.